



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 24/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE SAS**

RUE DE L'EUROPE  
57370 Phalsbourg

Références : D-00453-2025  
Code AIOT : 0006410923

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique dédiée au tour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

## **Contexte de l'inspection : Récolement suites visites 2024/2025**

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface, Risque incendie, Perte d'utilité électrique

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral complémentaire du 30/04/2015, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification Tableau nomenclature ICPE	Code de l'environnement, article R 513-2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Chapitre 2.6 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014 modifié, article 2.6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Localisation des points de rejet et VLE des eaux résiduares	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 13/06/2014, article 4.3.9.1 ; Arrêté Préfectoral complémentaire du 06/07/2017, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En réponse aux suites données à l'issue des deux précédentes inspections réalisées en 2024 dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection, puis en 2025 dans le cadre de l'action coup de poing régionale sur la perte d'utilité électrique, l'inspection des installations classées a effectué la présente visite afin de vérifier les mesures mises en œuvre par l'exploitant.

Les documents transmis ont permis de lever la plupart des suites actées, cependant il reste encore quelques actions à mettre en place de la part de l'exploitant pour respecter complètement les prescriptions objet des contrôles précédents.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification Tableau nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> <u>R.513-2</u> du C.E
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle effectué précédemment :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/02/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Dans le cas prévu à l'article R. 513-1, le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 181-13 à R. 181-15 y compris l'étude de dangers prévue à l'article L. 181-25, R. 512-46-3, R. 512-46-4 et R. 512-47.</p> <p>Il peut, en particulier, demander la production d'une étude montrant que les dangers ou inconvénients, eu égard aux caractéristiques des installations et à leur impact potentiel, sont prévenus de manière appropriée, éventuellement moyennant des mesures complémentaires de prévention, de limitation ou de protection que l'exploitant s'engage à mettre en œuvre, assorties d'un délai de réalisation. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la dernière inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le bilan de conformité de son site relatif au stockage en entrepôt par rapport à la réglementation qui lui est applicable. L'analyse de ce bilan de conformité permettra de mettre à jour dans un nouvel arrêté préfectoral complémentaire, la situation administrative du site.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier en date du 25 février 2025, le bilan de conformité de son site vis-à-vis des prescriptions générales applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.</p> <p>Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à l'approbation de M. le Préfet dans le cadre de l'instruction du Porter à Connaissance (PAC) relatif à l'installation d'une mezzanine dans la cellule n°6.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Chapitre 2.6 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l’inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2014 modifié, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle effectué précédemment :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les plans tenus à jours [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Par courrier en date du 30 janvier 2025, l'exploitant a fourni le plan intégrant <u>l'ensemble des flux thermiques</u> en réponse à la demande de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Localisation des points de rejet et VLE des eaux résiduaires**

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 13/06/2014, article 4.3.9.1 ; Arrêté Préfectoral complémentaire du 06/07/2017, article 5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques	
<b>Point de contrôle effectué précédemment :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2025</li> </ul>	
<b>Prescriptions contrôlées :</b> Les dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 modifiées par l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 avril 2015 sont remplacées par les suivantes :  Article 4.3.5.1 – Rejets externes	
<b>Point de rejet</b>	<b>N°1</b>
Nature des effluents	Eaux industrielles (lavage uniquement)
Exutoire du rejet	Réseau communal
Traitement avant rejet	Débourbeur - déshuileur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Sorgues et in fine l'Ouvèze
Autres dispositions	Autorisation de déversement et de rejet
<b>Point de rejet</b>	<b>N°2</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau de la ZAC

Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin d'infiltration de la ZAC
Autres dispositions	Autorisation de déversement

Dispositions non modifiées :

4.3.9.1 – Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration de Sorgues via le réseau communal, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers une station d'épuration : N° 1

Débit de référence (uniquement les eaux industrielles – eaux sanitaires non comprises)	80 m³/ an
Paramètre	Concentration journalière (mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO)	2000
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	800
Matières en suspension totale (MEST)	600
Hydrocarbures totaux	10

**Constats :**

Dans son courriel du 17 avril 2025, l'exploitant transmet les éléments suivants, en réponse aux demandes de l'inspection :

- **Respect des VLE au point de rejet n°1 (mesures correctives) :**

Le site dispose d'une convention datant du 14 avril 2022, d'une durée renouvelable de 5 ans, concernant le rejet des eaux usées non domestiques avec la communauté d'agglomération du Grand Avignon. Dans son article 1, la convention précise qu'au niveau du point de rejet vers le réseau d'eaux usées communal, la collecte reçoit « *sans distinction les eaux usées non domestiques et les eaux usées assimilées domestiques* ». De ce fait, l'exploitant réalise son prélèvement d'autosurveillance sur ce point de rejet, acté dans l'APC du 30 avril 2015.

Dans ce cadre, l'exploitant réalise un bilan 24 heures tous les ans, celui-ci met en évidence un dépassement des VLE en flux et en concentration pour le paramètre azote (azote de Kjeldahl ou NTK) en 2022, 2023 et 2024 au regard des limites d'émissions fixées par la convention de rejet qui lie l'exploitant et le Grand Avignon. Quelles sont les valeurs de flux et concentration relevées ? Pourquoi évoquer les rejets en azote qui manifestement ne sont pas réglementés par AP

L'exploitant s'appuie sur ces mêmes bilans montrant une teneur très faible en hydrocarbures (< 0,1 mg/L en 2023 et 0,11 mg/L en 2024, contre une VLE fixée à 10 mg/l) pour justifier l'absence du dispositif de séparateur d'hydrocarbures avant le point de rejet n°1.

Pour rappel, le cadre réglementaire contrôlé par l'inspection des installations classées est fondé sur la vérification du respect des prescriptions des articles 4.3.5.1 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N° 2014164-002 du 13 juin 2014 modifié, encadrant la gestion des effluents industriels (eaux de nettoyage des sols, estimées à 300 l/j) au point de rejet n°1 dirigé vers la station d'épuration collective.

D'après les bilans 24 heures, les rejets du site respectent les valeurs limites d'émission définies à l'article 4.3.9.1 de la prescription contrôlée : à noter que l'azote ne fait pas partie des paramètres soumis à surveillance.

- **Présence de 3 séparateurs d'hydrocarbures dédiés à la gestion des eaux pluviales de voiries (EPV) en lien avec le point de rejet n° 2:**

Selon l'étude réalisée en 2014 par Hydrosol Ingénierie, le site est subdivisé en 3 secteurs (A, B et C), équipés d'un séparateur d'hydrocarbures chacun, collectant les EPV avant rejet vers le milieu naturel. Les débits de pointe calculés sont de 95 l/s, 40 l/s et 145 l/s, respectivement pour les séparateurs EPV-A, EPV-B et EPV-C.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant **doit inclure dans son bilan annuel** des rejets au point n°1, les valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 juin 2014. En cas de dépassement, un positionnement clair est attendu.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral complémentaire du 30/04/2015, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2014 modifié – VLE

**Point de contrôle effectué précédemment:**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Paramètre	Mesures instantanées
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Matières en suspension (MES)	30 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

**Constats :**

Dans son courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant transmet le rapport d'analyse des eaux pluviales, n° 18921495/24/1/1/Rév0, en date du 02 décembre 2024 relatif à l'intervention menée par le Bureau Veritas le 22 octobre 2024.

<p>Pour le paramètre MES, les résultats révèlent une concentration de 37 mg/l, dépassant la VLE fixée à 30 mg/l : aucun commentaire n'est fourni dans le rapport, en lien avec l'origine de ce dépassement ou sur les mesures à mettre en place pour respecter la valeur limite.</p> <p>En séance, l'exploitant indique se questionner sur les modalités d'échantillonnage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prélèvement à la perche directement dans le bassin, accessible via une rampe placée au milieu du bassin ;</li> <li>• Prélèvement depuis la pompe de relevage en sortie de bassin : eaux stagnantes sujettes à une forte présence de MES ;</li> <li>• Prélèvement au point de rejet vers le milieu naturel : point situé en dehors du périmètre ICPE.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actions correctives nécessaires afin de garantir le respect de la VLE relative au paramètre MES : dans le cadre de la réflexion engagée sur les modalités de prélèvement, l'inspection considère comme acceptable un échantillonnage réalisé au niveau du point de rejet vers le milieu naturel, situé en dehors du site.</li> </ul> <p>Les nouveaux rapports d'analyse doivent être accompagnés de commentaires sur les résultats, le cas échéant, des mesures correctives concourant au respect des VLE en cas de dépassement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif contre la foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p>
<p><b>Point de contrôle effectué précédemment :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2025</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Dans son courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant joint le rapport de vérification complète du dispositif contre la foudre, n°2253/10.23 réalisé par la société Qualifoudre. Celui-ci ne soulève aucune non-conformité. À l'issue de cette intervention, le site a obtenu un certificat de conformité :</p> <p><u>Aux normes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NF C 17-102 de septembre 2011 ;</li> <li>- NF EN 62305-4 de décembre 2006 ;</li> </ul>



- NF C 15-100 ; <u>Au guide :</u> - UTE C 15-443.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Actions régionales, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010  Art. 52 « Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Point de contrôle effectué précédemment :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/05/2025</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'analyse des rapports de vérification établis à la suite de la maintenance réalisée en 2024 par la société UXELLO sur les trois groupes motopompes du local sprinklage a mis en évidence la nécessité d'une intervention sur le groupe alimentant les poteaux incendie  En séance, l'exploitant informe l'inspection du changement de prestataire pour le suivi des groupes motopompes. La société AIRESS remplace ainsi l'entreprise UXELLO.  Selon l'exploitant, les travaux à effectuer seront pris en compte dès la prochaine intervention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet les justificatifs des travaux à l'issue de l'intervention de la société AIRESS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois